



## ARRETE DU MAIRE AT 119/24

### OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC POUR RÉPARATION D'UNE FUITE SUR UN CONDUIT CHEMIN DE CAMBON

Le Maire de la Commune de SAINT-JUÉRY, Conseiller départemental,

**VU** les articles L 2212.2 et L 2213.2 du Code Général des Collectivités Territoriales,

**VU** le Code Pénal et notamment l'article R 610-5 et suivants,

**VU** le Code de la Route et notamment les articles R 417-10 et suivants.

**CONSIDÉRANT** la demande en date du 7 mai 2024 du service de l'eau de la Communauté d'Agglomération de l'Albigeois pour la réparation d'une fuite d'eau rue Talabot à Saint-Juéry.

**CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire de réglementer le stationnement et d'assurer la sécurité lors de ces travaux.

### - ARRÊTÉ -

**Article 1** : Le service de l'eau est autorisé à interdire la circulation et le stationnement afin de réaliser les travaux énoncés dans sa demande **le lundi 13 mai 2024 de 8h00 à 17h00 au niveau du 9 chemin de Cambon.**

**Article 2** : **La circulation chemin de Cambon sera interrompue le temps des travaux. Le stationnement sera également interdit.**

**Le présent arrêté sera affiché sur la signalisation de manière parfaitement visible.**

**Une déviation sera mise en place par le service de l'eau.**

**Article 3** : L'espace occupé devra être restitué dans l'état de propreté dans lequel il a été trouvé.

#### **Article 4 : Sécurité et signalisation de chantier**

Le demandeur devra signaler le chantier conformément aux dispositions suivantes :

- Il aura la charge de la signalisation réglementaire du chantier, et sera responsable des accidents pouvant survenir par défaut ou insuffisance de cette signalisation.

La signalisation sera conforme à la réglementation en vigueur à la date du chantier telle qu'elle résulte notamment de l'Instruction Interministérielle du 24 novembre 1967 modifiée sur la signalisation routière, livre 1 – 8<sup>ème</sup> partie.

#### **Article 5 : Responsabilité**

Son titulaire est responsable des accidents de toute nature qui pourraient résulter de la réalisation de ses travaux ou de l'installation de ses biens mobiliers.

Dans le cas où l'exécution de l'autorisation ne serait pas conforme aux prescriptions techniques définies précédemment, le bénéficiaire sera mis en demeure de remédier aux malfaçons, dans un délai au terme duquel le gestionnaire de la voirie se substituera à lui. Les frais de cette intervention seront à la charge du bénéficiaire et récupérés par l'administration comme en matière de contributions directes.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

**Article 6** : Tout véhicule en stationnement gênant sera susceptible d'être placé en fourrière selon un ordre de réquisition de Monsieur le Maire de Saint-Juéry dans le cadre de ses pouvoirs de Police.

**Article 7** : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de Monsieur le Maire de Saint-Juéry dans le délai de deux mois à compter de sa publication et à défaut devant le Tribunal Administratif de Toulouse.

**Article 8** : Le Directeur Général des Services, la Police Municipale de Saint-Juéry, le Commissaire divisionnaire, le Directeur Départemental de la sécurité publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à SAINT-JUÉRY, le 7 mai 2024  
Le Maire,  
**David DONNEZ**



**Notifié le :**